

RAPPORT DE 2018 SUR LES DROITS DE L'HOMME EN SUISSE

SYNTHESE

La Confédération Suisse est une république constitutionnelle dotée d'une structure fédérale. Le pouvoir législatif est exercé par un parlement bicaméral (l'Assemblée Fédérale) constitué du Conseil des états composé de 46 sénateurs et du Conseil National composé de 200 députés. Les élections fédérales de 2015 ont été considérées comme libres et régulières. Le parlement élit l'organe exécutif (le Conseil Fédéral composé de sept membres) tous les quatre ans, et l'a ainsi fait en 2015. Une coalition de quatre partis a formé le Conseil Fédéral.

Les autorités civiles ont maintenu un contrôle effectif sur les forces de sécurité.

Il n'y a aucun signalement de violations flagrantes des droits de l'homme. Le gouvernement a pris des mesures afin de poursuivre et sanctionner les fonctionnaires ayant commis des violations, que ce soit au sein des services de sécurité ou ailleurs au sein du gouvernement.

Section 1. Respect de l'Intégrité de la Personne, Notamment la Protection contre:

a. La Privation Arbitraire de la Vie et Tous Autres Assassinats Politiques ou Extrajudiciaires

Il n'y a eu aucun signalement selon lesquels les pouvoirs publics ou leurs agents ont commis des exécutions arbitraires ou extrajudiciaires.

b. Les Disparitions

Il n'y a eu aucun signalement de disparitions commises par ou au nom des pouvoirs publics.

c. La Torture et Tous autres Traitements ou Peines Cruelles, Inhumaines, ou Dégradantes

La constitution interdit ces pratiques. Selon des informations isolées, des policiers auraient eu recours à une force excessive lors de leurs arrestations et le personnel pénitentiaire aurait procédé à un traitement dégradant des détenus.

En mai la Cour Suprême de Zurich a acquitté en appel deux fonctionnaires de

police accusés d'abus de pouvoir après que le tribunal de district de Bülach les ait condamnés à des amendes avec sursis en mars 2017 pour avoir fait un usage excessif de la force contre un automobiliste au cours d'un contrôle routier. Le tribunal a annulé la condamnation antérieure, affirmant que le comportement des fonctionnaires avait été "tout juste à la limite de l'acceptable" étant donné qu'ils avaient appelé du renfort peu après avoir commencé le contrôle routier en raison du comportement agressif présumé du conducteur.

D'après l'Office Fédéral de la Statistique, seuls 4 pour cent des cas déclarés d'allégations d'abus par les autorités ont abouti à des condamnations en 2017. Amnesty International a attribué le faible nombre de condamnations à "l'immense loyauté en vigueur entre les fonctionnaires et les institutions" et a appelé à ce que des enquêteurs indépendants investiguent les accusations portées contre les fonctionnaires de police.

Conditions dans les Prisons et les Centres de Détention

Nonobstant certains établissements inadaptés et surpeuplés, les conditions dans les centres de détentions et les prisons étaient généralement conformes aux standards internationaux. Il n'y a aucun signalement important concernant les conditions des prisons ou des centres de détention soulevant des préoccupations en matière de droits de l'homme.

Conditions Matérielles: la surpopulation carcérale dans la partie ouest du pays reste un problème. D'après les dernières informations disponibles, la Prison de Champ-Dollon à Genève était l'établissement le plus surpeuplé, avec une population dépassant de 150 pourcent sa capacité d'accueil prévue.

En juillet, le septième rapport annuel de la Commission Nationale de Prévention de la Torture (CNPT) a mis l'accent sur les centres de détention des institutions psychiatriques, citant l'absence de programmes de traitement et des inquiétudes à propos du fait que les patients ne soient pas bien informés sur leur traitement.

En 2017 la CNPT a visité 18 centres de détention dans neuf cantons afin d'effectuer un suivi suite à des visites au cours des années antérieures. Bien que la commission ait considéré les conditions générales au sein des établissements comme étant appropriées, la CNPT a qualifié les centres de détention pour les immigrants clandestins comme étant "juridiquement injustifiables" du fait que ces conditions ressemblent souvent à une détention provisoire. La commission a également critiqué le centre de détention de Realta dans le canton de Grisons pour ses longues heures d'incarcération, entre autres préoccupations.

Administration: Aucun médiateur ou autorité comparable n'était disponible au niveau national pour répondre aux plaintes, mais un certain nombre de cantons

ont maintenu des médiateurs cantonaux et des conseils de médiation qui agissent en faveur des prisonniers et des détenus afin de traiter les plaintes relatives à leur détention. Ces ressources étaient plus facilement disponibles au sein de cantons plus larges et densément peuplés que dans les cantons plus petits et moins peuplés.

Contrôle Indépendant: Le gouvernement a autorisé un contrôle indépendants des conditions dans les prisons et les centres d'accueil des demandeurs d'asile par les groupes de défense des droits de l'homme nationaux et internationaux, les médias, et le Comité International de la Croix-Rouge. Le Comité pour la Prévention de la Torture (CPT) du Conseil de l'Europe a effectué sa dernière visite périodique au sein du pays en 2015. Les groupes locaux bénéficiaient d'un degré d'indépendance plus important.

d. Arrestations ou Détentions Arbitraires

La constitution interdit les arrestations et les détentions arbitraires et consacre le droit de toute personne de contester la légalité de sa détention devant un tribunal. Les autorités publiques ont généralement respecté ces obligations.

Rôle de la Police et de l'Appareil de Sécurité

La police fédérale préserve la sécurité intérieure. L'armée est en charge de la sécurité extérieure mais dispose également de certaines responsabilités de sécurité intérieure. La police dépend du Département Fédéral de Justice et Police, tandis que l'armée dépend du Département Fédéral de la Défense, de la Protection de la Population, et des Sports. Le Secrétariat d'Etat aux Migrations est chargé d'octroyer les visas d'immigration et les permis de séjour/de travail, d'évaluer les demandes d'asile et du statut de réfugié, et de gérer les expulsions; il dépend du Département Fédéral de Justice et Police. Le Corps des gardes-frontière suisse est chargé d'enregistrer les demandeurs d'asile et de lutter contre l'immigration illégale et la criminalité transfrontalière; il dépend du Département Fédéral des Finances.

Les autorités civiles maintenaient un contrôle effectif sur la police, l'armée, et le Corps des Gardes-frontières suisses, et l'état dispose de mécanismes efficaces pour enquêter sur les abus et les sanctionner. Aucun signalement d'une quelconque impunité impliquant les forces de sécurité n'a eu lieu au cours de l'année. Les procureurs et services de police cantonaux enquêtaient généralement sur les cas de violence impliquant les forces de l'ordre, même si dans certains cantons, le bureau du médiateur était en charge d'enquêter sur ces cas. En plus de ses fonctions de coordination et d'évaluation, l'Office Fédéral de la Police peut mener ses propres enquêtes sous la supervision du procureur général dans les affaires de crime

organisé, de blanchiment d'argent, et de corruption.

Procédures d'Arrestation et Traitement des Détenus

Conformément à la loi, la police doit arrêter les personnes suspectées d'infractions pénales sur la base de mandats délivrés par un agent dûment habilité sauf pour réagir à un danger particulier et immédiat danger. Dans la plupart des cas, les autorités ne peuvent détenir un suspect plus de 24 heures avant de présenter le suspect à un procureur ou à un juge d'instruction, qui doit soit inculper officiellement le détenu, soit ordonner sa libération. Les Services d'immigration peuvent détenir les demandeurs d'asile et tous autres étrangers sans documents valables jusqu'à 96 heures sans mandat d'arrêt.

Il existe un système de mise en liberté sous caution en vigueur et les tribunaux autorisent la libération sous caution d'un engagement personnel ou d'une mise en liberté sous caution à moins que le magistrat ne pense que la personne accusée est dangereuse ou présente un risque de fuite.

Parmi les mesures de substitution à la remise en liberté sous caution on compte notamment le contrôle par des agents de probation et la prise d'ordonnances restrictives à l'encontre des suspects. Les autorités peuvent refuser à un suspect l'accès à un avocat au moment de la détention ou du premier interrogatoire, mais le suspect a le droit de choisir et de contacter un avocat avant d'être inculpé. L'état offre une aide juridictionnelle gratuite aux indigents inculpés sous le coup d'une peine de prison éventuelle. D'après le rapport de 2016 du CPT, les détenus n'avaient souvent pas accès à un avocat durant plusieurs heures après l'arrestation. Les autorités peuvent limiter l'accès aux proches afin d'empêcher la dissimulation des preuves, mais les autorités imposent aux agents des forces de l'ordre d'informer rapidement les proches de la détention. Le CPT a également rapporté que le droit d'informer les familles des arrestations «n'était pas toujours reconnu» et «qu'il n'était pas inhabituel» que le retard dure plusieurs heures. Il a condamné la privation des contacts, notamment des visites et appels téléphoniques, pouvant aller jusqu'à plusieurs mois pour les détenus en attente de jugement.

La loi autorise la police à détenir les mineurs de 10 à 18 ans pour une «durée minimale» mais n'indique pas explicitement la durée. Sans inculpation ou mandat d'arrêt, la police peut détenir les mineurs délinquants pendant 24 heures au maximum (48 heures durant les weekends).

Détention Provisoire: L'organisation non gouvernementale (ONG)

Humanrights.ch a observé que les longues périodes de détention avant jugement constituaient un problème, comme cela avait été le cas l'année précédente. En 2017, environ 24 pour cent de tous les détenus se trouvaient en détention provisoire. La plus haute juridiction du pays a jugé que la détention provisoire ne

devait pas excéder la durée de la peine attendue pour l'infraction pour laquelle le suspect est inculpé. Humanrights.ch a soutenu que les autorités utilisaient souvent la détention provisoire pour forcer les suspects à admettre leur culpabilité.

e. Dénier de Procès Equitable et Public

La constitution assure l'indépendance du pouvoir judiciaire, et de manière générale, les pouvoirs publics respectent l'indépendance et l'impartialité de la justice.

Procédures Judiciaires

La constitution consacre le droit à un procès équitable et public, et un pouvoir judiciaire indépendant respectait généralement ce droit.

Les prévenus bénéficient de la présomption d'innocence. Ils ont le droit d'être informés rapidement et en détails des accusations, avec assistance gratuite d'un interprète, si nécessaire de l'inculpation jusqu'à l'expiration de tous les appels. Les procès sont publics et se déroulent sans retard excessif. Les prévenus ont le droit d'être présents à leur procès. Ils ont le droit de consulter un avocat rapidement, et les tribunaux peuvent fournir un avocat aux frais de l'Etat si le prévenu est passible de lourdes peines.

Les prévenus disposent du temps et des moyens suffisants pour préparer une défense. Ils sont autorisés à confronter et à interroger les témoins, et à présenter des témoins et des preuves. Les prévenus ne peuvent être contraints à témoigner ou à avouer leur culpabilité. Ils sont autorisés à faire appel, jusqu'en dernier ressort au Tribunal Fédéral, la plus haute instance judiciaire du pays.

Les peines des mineurs de moins de 15 ans ne peuvent dépasser un an. En ce qui concerne les délinquants âgés de 16 à 18 ans, les peines peuvent aller jusqu'à quatre ans. Les autorités ont dans l'ensemble respectés ces droits et les ont étendus à tous les citoyens.

Les tribunaux militaires peuvent juger les civils accusés de révéler des secrets militaires, tels que les documents militaires confidentiels ou les sites et les installations militaires secrètes.

Il n'y a eu aucun signalement de jugement de civils par des tribunaux militaires durant l'année.

Prisonniers et Détenus Politiques

Il n'y a eu aucun signalement de prisonniers ou de détenus de nature politique.

Procédures Judiciaires Civiles et Réparations

Il existe une justice indépendante et impartiale en matière civile. Les citoyens peuvent avoir accès aux tribunaux afin d'engager des poursuites afin d'obtenir

des dommages et intérêts ou de mettre un terme à une violation des droits de l'homme. Les personnes physiques et morales peuvent faire appel des décisions des juridictions internes nationales devant la Cour européenne des droits de l'homme.

Restitution des Biens

Le gouvernement a déclaré que les restitutions liées à l'époque de l'Holocauste ne sont plus un enjeu important et qu'aucune action en justice ou demandes de restitution concernant les biens immobiliers ou réels faisant l'objet de la Déclaration de Terezin, à laquelle le gouvernement est signataire, n'était en cours devant les autorités. Les communautés juives de Suisse ont confirmé qu'aucune action en justice ou demandes de restitution concernant des biens immobiliers ou réels faisant l'objet de la Déclaration de Terezin n'étaient en cours auprès des autorités.

f. Immixtion Arbitraire ou Illégale dans la vie privée ou familiale, au domicile ou dans la correspondance

La constitution interdit ce type d'agissements, et il n'y a eu aucun signalement indiquant que les pouvoirs publics avaient manqué au respect de ces interdictions.

Section 2. Respect des Libertés Civiles, y compris de:

a. La Liberté d'Expression, Notamment pour la Presse

La constitution garantit la liberté d'expression, notamment pour la presse, même si la loi empêche les discours liés à la haine raciale et à la négation des crimes contre l'humanité. Les autorités publiques ont dans l'ensemble respecté ces droits. Une presse indépendante, un système judiciaire efficace, et un système politique démocratique fonctionnel sont associés afin de favoriser la liberté d'expression, notamment pour la presse.

Liberté d'Expression: La loi interdit les discours haineux, tels que l'incitation à la haine ou à la discrimination raciale, la propagation d'idéologies racistes, et la négation de crimes contre l'humanité, y compris par voie électronique. Elle prévoit des amendes pécuniaires et des peines de prison allant jusqu'à trois ans d'emprisonnement pour les contrevenants. Il y'a eu une condamnation au titre de cette législation jusqu'en octobre.

Liberté de la Presse et des Médias: Les médias indépendants étaient actifs et exprimaient un large éventail d'opinions sans restriction. La législation interdisant les discours haineux et la négation des crimes contre l'humanité s'applique également aux imprimés, aux diffusions, et aux quotidiens/journaux en ligne. Selon la législation fédérale, publier des informations qui s'appuient sur des

«discussions officielles secrètes» ayant fuité est un délit.

Liberté sur Internet

Le gouvernement n'a pas limité ou perturbé l'accès à internet ou censuré les contenus en ligne, et il n'y a aucun signalement crédible indiquant que le gouvernement surveillait les échanges en lignes privés sans pouvoir légal approprié.

D'après l'Office Fédéral de la Statistique, 90 pour cent de la population adulte utilisait internet en 2017.

Liberté Académique et Manifestations Culturelles

Il n'y a pas de restrictions gouvernementales sur la liberté académique ou les manifestations culturelles.

b. Libertés de Réunion et d'Association Pacifiques

La constitution consacre les libertés de réunion et d'association pacifiques, et les pouvoirs publics ont dans l'ensemble respecté ces droits.

c. Liberté Religieuse

Voir le *Rapport sur la Liberté Religieuse dans le Monde* du Département d'Etat sur www.state.gov/religiousfreedomreport/.

d. Liberté de Circulation

La constitution consacre la liberté de circulation intérieure, de voyager à l'étranger, d'émigration, et de rapatriement, et les pouvoirs publics ont dans l'ensemble respecté ces droits.

Le gouvernement a collaboré avec le Haut-commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCNUR) et d'autres organismes humanitaires afin d'offrir protection et assistance aux réfugiés, aux demandeurs d'asile, aux apatrides, ou à toutes autres personnes concernées.

Maltraitance des Migrants, des Réfugiés, et des Apatrides: Les autorités peuvent détenir les demandeurs d'asile qui entravent le traitement par les autorités de leurs demandes d'asile, sous réserve d'un contrôle juridictionnel, pour une durée de six mois pendant qu'ils jugent leurs demandes. Les autorités publiques peuvent détenir les demandeurs déboutés pour une durée de trois mois maximum afin de s'assurer qu'ils ne basculent pas dans la clandestinité avant leur rapatriement forcé, ou jusqu'à 18 mois si le rapatriement a posé des obstacles particuliers. Les autorités publiques peuvent détenir les mineurs âgés entre 15 et 18 ans pour une durée allant

jusqu'à 12 mois en attendant le rapatriement. Les autorités ordonnaient généralement aux demandeurs d'asile dont les demandes avaient été refusées de quitter volontairement le territoire mais pouvaient rapatrier de force ceux qui refusaient.

Suite à des informations parues dans la presse faisant état de la détention de demandeurs d'asile de moins de 15 ans dans des centres d'expulsion, les autorités des cantons de Zurich et Bern ont décidé d'arrêter d'incarcérer les demandeurs d'asile mineurs; le Conseil Fédéral a annoncé en octobre que le Secrétariat d'Etat aux Migrations (SEM) se chargera à la place des cantons de mettre en œuvre des solutions d'hébergement alternatives pour les mineurs demandeurs d'asile. Des membres du parlement ont affirmé que ces pratiques violaient la Convention relative aux droits de l'enfant de l'ONU. Le Conseil Fédéral a déclaré que ces pratiques se déroulaient très rarement.

En Septembre le Comité de l'ONU contre la Torture a qualifié la tentative du SEM d'expulser un demandeur d'asile érythréen victime de la torture vers l'Italie "inhumaine" faisant valoir que l'état psychiatrique de l'homme nécessitait un réexamen. L'enquête du SEM sur cette affaire était toujours en cours en Novembre.

Le SEM a déclaré qu'un grand nombre de mineurs non accompagnés s'échappaient des centres d'accueil du pays après avoir effectué une demande d'asile, et les autorités étaient incapables de savoir ce qu'ils sont devenus. L'ONG Terre des Hommes a exprimé ses préoccupations à propos du fait que les demandeurs d'asile ne deviennent victimes de trafics. Terre des Hommes a en outre déclaré que certains cantons ne déclaraient pas toujours les disparitions des demandeurs d'asile mineurs. D'après les données de l'Office Fédéral de la Statistique, les violences sexuelles dans les structures d'hébergement des demandeurs d'asile étaient en augmentation, les autorités ayant enregistré 33 cas de violences sexuelles en 2017, y compris six cas d'abus sexuels sur des enfants et huit viols. L'ONG Terre des Femmes a constaté que les centres pour requérants d'asile limitaient la vie privée et la sécurité des réfugiés de sexe féminin, les chambres à coucher et les salles de bains n'étant pas toujours séparées par sexe. D'après l'ONG, les auteurs de violences sexuelles incluaient des demandeurs d'asile, des aidants, et le personnel de sécurité.

Le 12 juillet, la CNPT a publié son rapport annuel sur les vols d'expulsion. Entre avril 2017 et mars, le pays a procédé à l'expulsion forcée de 317 personnes, y compris de 28 familles et 28 enfants, vers leurs pays d'origine. La CNPT a estimé le traitement des personnes expulsées comme étant généralement conduites de manières professionnelles. Toutefois, la commission a critiqué l'expulsion d'une femme enceinte de sept mois et l'expulsion décalée de

familles de demandeurs d'asile ayant conduit à la séparation de membres de la même famille durant l'expulsion. La commission a continué à noter des pratiques d'expulsion irrégulières au sein des cantons.

Les ONG travaillant avec les réfugiés se sont encore plaintes que les agents refusaient effectivement une représentation légale adéquate aux demandeurs d'asile dans les cas d'expulsion en raison de leur incapacité financière à engager un avocat. Les autorités fournissaient une aide juridictionnelle gratuite uniquement au cours de la phase initiale du processus de demande d'asile et en cas d'infractions pénales graves, considérant l'expulsion des demandeurs d'asile comme un processus administratif, plutôt que judiciaire.

Protection des Réfugiés

Refoulement: Bien que les autorités publiques n'aient dans l'ensemble pas contraint les demandeurs d'asile à retourner dans les pays où leurs vies et leurs libertés pouvaient être menacées, il semblerait qu'il y ait eu des exceptions. En juillet le Tribunal Administratif Fédéral a jugé que les demandeurs d'asile érythréens pouvaient toujours être expulsés vers leur pays d'origine même s'ils devaient être contraints au service militaire à leur retour. Le tribunal a déclaré que bien que les conditions du service national érythréen soient réputées difficiles, elles ne sont pas si sévères qu'elles puissent rendre l'expulsion illégale. Le tribunal a en outre conclu que les cas d'abus et d'agressions sexuelles n'étaient pas suffisamment généralisés pour peser sur cette appréciation. La décision faisait suite aux critiques du rapporteur spécial de l'ONU sur les droits de l'homme des migrants à propos de la décision du Tribunal Administratif de février 2017 de ne plus accorder de protection aux demandeurs d'asile érythréen qui quittaient illégalement leur pays.

Accès à l'asile: La loi prévoit l'octroi de l'asile ou du statut de réfugié, et le gouvernement a mis en œuvre un système afin de fournir une protection aux réfugiés. Le gouvernement a imposé aux demandeurs d'asile de fournir des documents justifiant leur identité dans les 48 heures suivant la soumission de leur demande; en vertu de la loi, les autorités doivent refuser de traiter les demandes des demandeurs d'asile incapables de fournir un motif crédible à leur absence de documents recevables ou de présenter des preuves de persécution.

Pays d'Origine/de Transit sûr: Le SEM s'appuyait sur une liste de "pays sûrs." Les demandeurs d'asile qui provenaient ou transitaient par ces pays ne pouvaient généralement pas prétendre à l'asile. Le pays est signataire du Règlement Dublin III de l'UE.

Emploi: La loi interdit aux demandeurs d'asile de travailler au cours des trois

premiers mois suivant leur arrivée dans le pays, et les autorités peuvent prolonger cette interdiction de trois mois supplémentaires si le SEM rejette la demande d'asile au cours des trois premiers mois. Après trois mois, les demandeurs d'asile peuvent rechercher du travail au sein des secteurs manquant de main d'œuvre tels que les secteurs de l'hôtellerie, de la construction, de la santé, ou de l'agriculture.

Accès aux Services Essentiels: Les cantons sont principalement chargés de fournir un hébergement, une assistance générale, et une prise en charge aux demandeurs d'asile durant la phase de traitement. Le manque de logements adéquats pour les demandeurs d'asile est resté un problème. Les demandeurs d'asile ont droit aux soins médicaux de base, et les enfants des demandeurs d'asile sont autorisés à aller à l'école jusqu'en neuvième année (la dernière année au cours de laquelle l'école est obligatoire).

Une étude publiée en août 2017 par la Haute Ecole spécialisée bernoise a signalé le manque de services de soins de santé dans les centres pour demandeurs d'asile pour les femmes enceintes. D'après le rapport, un manque de services de traduction empêchait les patients de recevoir un soutien psychologique adéquat, tandis que l'accès à la contraception destinée aux femmes était limité du fait du prix non financé des prescriptions.

Afin d'accueillir un nombre croissant de demandeurs d'asile, le SEM a continué à loger des centaines de demandeurs d'asile au sein de zones rurales éloignées ou dans des établissements militaires désaffectés--plusieurs d'entre eux en sous-sol—réaménagés afin de servir de lieux d'hébergement à court terme. En mai 2017 le SEM a lancé un projet pilote destiné à mettre fin à l'interdiction des téléphones mobiles pour les demandeurs d'asile et a pris des mesures supplémentaires afin de prendre en charge de manière adéquate les demandeurs d'asile mineurs dans les centres fédéraux.

Solutions Durables: En 2016 le gouvernement a annoncé qu'il accepterait 2000 réfugiés supplémentaires jusqu'en 2019 dans le cadre du programme de relocalisation de l'HCNUR. En 2015 le gouvernement avait convenu d'accepter 3000 réfugiés syriens entre 2015 et 2018 au titre du programme de relocalisation de l'HCNUR. Au 2 août, 2231 réfugiés étaient déjà arrivés dans le pays.

Protection Temporaire: En 2017 les pouvoirs publics ont admis temporairement 8,419 personnes, 966 desquelles ont été désignées comme réfugiés par les autorités.

Section 3. Libre Participation au Processus Politique

La constitution consacre le pouvoir des citoyens de choisir leur gouvernement au cours d'élections périodiques libres and et efficaces tenues à scrutin secret et basées sur le suffrage universel égalitaire.

Elections et Participation Politique

Dernières Elections: En 2015 les électeurs ont élu les représentants parlementaires du Conseil National et du Conseil des Etats. Un deuxième tour a eu lieu pour le Conseil des Etats le mois suivant dans 12 des 26 cantons. Les observateurs ont considérés les élections comme libres et équitables.

Participation des Femmes et des Minorités: Aucune loi ne limite la participation des femmes et des membres de minorités au processus politique, et ils y ont effectivement participé.

Section 4. Corruption et Manque de Transparence du Gouvernement

La loi prévoit des sanctions pénales pour la corruption des fonctionnaires, et le gouvernement a dans l'ensemble fait appliquer la loi de manière efficace. Il y'a eu des cas isolés de corruption au sein de l'administration publique au cours de l'année.

Corruption: Instruire et poursuivre la corruption gouvernementale est une compétence fédérale. Dans son cinquième rapport intermédiaire, publié le 10 août, le Groupe d'Etats contre la Corruption du Conseil de l'Europe a noté les progrès du gouvernement dans la lutte contre la corruption comme étant "globalement insatisfaisants." Le rapport a critiqué l'absence persistante de réglementations sur le financement des partis politiques. En 2017 les autorités ont reçu 122 alertes concernant des faits éventuels de corruption et d'irrégularités dans la gestion des marchés publics, 44 de plus qu'au cours de l'année précédente. 52 alertes environ concernaient des employés du gouvernement fédéral. Le Contrôle Fédéral des Finances a attribué l'augmentation à la mise en service d'une plateforme en ligne en 2017 permettant la déclaration anonyme de faits éventuels de corruption.

En mai, Transparency International a critiqué le groupe de travail interdépartemental pour la lutte contre la corruption pour son manque de ressources pour lutter efficacement contre la corruption et pour son manque d'indépendance.

En septembre CarPostal, une filiale de l'entreprise de la Poste Suisse appartenant à l'Etat, a annoncé qu'elle rembourserait 205,3 million de francs

suisses (205 million de \$) au gouvernement fédéral, aux cantons, et aux communes après qu'un audit officiel de l'Office Fédéral des Transport en janvier ait révélé que la société avait manipulé des comptes entre 2007 et 2015 pour dissimuler des millions de subsides fédérales et cantonales. Le scandale a conduit à la démission du Directeur Général de la Poste Suisse et de toute la direction exécutive de CarPostal et de plusieurs membres du conseil d'administration.

Transparence Financière: Chaque année, les membres de l'Assemblée Fédérale doivent dévoiler leurs intérêts financiers, leurs activités professionnelles, leur participation à un conseil de surveillance ou à un organe exécutif et leurs activités en tant que consultants ou experts rémunérés. Une majorité des cantons imposait également aux membres des parlements cantonaux de divulguer leurs intérêts financiers. Bien que les salaires des parlementaires ont été publiquement dévoilés, les rémunérations des activités professionnelles distinctes des parlementaires ne peuvent être divulguées, comme indiqué par la Loi Fédérale.

Section 5. Attitude du Gouvernement Concernant les Enquêtes Internationales et Non Gouvernementales relatives à des Violations Présumées des Droits de l'Homme

Différentes associations nationales et internationales de protection des droits de l'homme ont pu dans l'ensemble opérer, enquêter et publier leurs conclusions sur des affaires relatives aux droits de l'homme sans restriction de la part des autorités. Les fonctionnaires se sont généralement montrés coopératifs et réactifs à leurs analyses.

Organismes Publiques de Défense des Droits de l'Homme: Le Centre Suisse des Droits de l'Homme (SCHR) est constitué d'un réseau d'université et d'experts en matière de droits de l'homme chargés de renforcer et de soutenir les capacités en matière de droits de l'homme et de rapprocher les autorités fédérales et cantonales concernant les problèmes de droits de l'homme. Durant l'année le SCHR a organisé des présentations et publié des rapports sur des sujets relatifs aux droits de l'homme, tels que les dédommagements pour les abus en matière de droits de l'homme, notamment les châtiments corporels contre les enfants, la violence à l'encontre des femmes, et l'exploitation par le travail.

Il y'avait 14 offices cantonaux de médiateurs évaluant des cas d'inconduite policière.

Section 6. Discrimination, Violence Social, et Traites des Personnes

Femmes

Viols et Violence Domestique: Le viol, y compris le viol conjugal, et la violence domestique, sont des infractions à la loi pour lesquels les peines vont d'un à dix ans de prison. Les autorités ont effectivement poursuivi les personnes accusées de tels crimes.

Des ONG telles que Terre des Femmes, Vivre Sans Violence, et l'organisation faîtière pour les centres d'accueil pour femmes a observé que la violence à l'encontre des femmes restait un problème important. La violence domestique contre les femmes migrantes était quatre fois plus importante que contre les femmes non migrantes. La loi réprime la violence domestique et le harcèlement. Un tribunal peut ordonner à un conjoint abusif de quitter temporairement le domicile familial.

Les organismes gouvernementaux spécialisés, de nombreuses ONG, et près d'une douzaine de lignes directes privées ou appuyées par le gouvernement, aident, conseillent, et apportent une assistance juridique aux survivants de violences domestiques. D'après l'Organisme faîtière et ONG des Maisons d'Accueil pour Femmes en Suisse, plus de 1000 femmes et enfants étaient en incapacité d'être accueillis dans des maisons d'accueil en raison d'un manque de place et de fonds. La plupart des forces de l'ordre cantonales comportaient des unités spécifiquement formées aux violences domestiques.

L'ONG pour femmes Alliance F a noté une augmentation de la violence contre les femmes et une augmentation de la proportion de messages et d'images violentes dirigés contre les femmes sur les réseaux sociaux. Dans un cas notable, le 8 août, un groupe d'hommes a agressé cinq jeunes femmes à l'aube en dehors d'une boîte de nuit à Genève. Deux des femmes ont subi de graves blessures à la tête, l'une d'entre elles ayant été, selon des sources, laissée dans le coma. Une indignation et une réprobation générale consécutive à l'agression a déclenché des manifestations à Genève, Zurich, Berne, Bâle, et Lausanne. D'après la presse, les autorités françaises ont arrêté en septembre trois suspects dans l'agression, lesquels étaient tous de nationalité française, et se sont chargés de l'enquête.

Le 25 novembre, l'ONG Feminist Peace Organization a organisé une campagne soutenue par plusieurs gouvernements cantonaux à propos des répercussions des stéréotypes de genre sur la violence contre les femmes. Environ 50 associations ont participé, et celles-ci ont parrainé 70 campagnes de sensibilisation à travers le pays.

Mutilations Génitales Féminines/Excision (MGF/E): Les MGF/E sont illégales et punies de jusqu'à 10 ans d'emprisonnement. La toute première condamnation pénale en vertu de la loi anti-MGF / C a été prononcée au cours de l'année. En juillet le tribunal criminel de Boudry dans le canton de Neuchâtel a condamné une femme somalienne domiciliée à Neuchâtel qui avait organisé entre 2013 et 2015 l'ablation partielle des organes génitaux de ses filles de six et sept ans alors qu'elles se trouvaient en Somalie et en Ethiopie à une peine de huit mois de prison avec sursis.

D'après les dernières statistiques disponibles, l'Hôpital de l'Université de Zurich a traité jusqu'à 30 cas of MGF/E par an, tandis que la clinique pour femme du canton de St. Gall a enregistré environ cinq cas par ans. Des hôpitaux de Bâle ont également confirmé des cas de MGF/E dans leurs cliniques. D'après les estimations des pouvoirs publics et des ONG, environ 15000 femmes et filles, originaires principalement de Somalie, d'Erythrée, d'Ethiopie, du Soudan, et d'Egypte, ont été affectées par, ou risquent une MGF/E.

Harcèlement Sexuel: La loi interdit le harcèlement sexuel et facilite les moyens de recours en justice pour les personnes invoquant une discrimination ou du harcèlement sur le lieu de travail.

La protection légale spécifique contre le renvoi du plaignant expire après six mois. Les employeurs échouant à prendre des mesures raisonnables pour prévenir le harcèlement sexuel sont passibles de verser des dommages et intérêts correspondant à six mois de salaire.

La police cantonale de Berne, la police municipale de Zurich, et le conseil communale de Lausanne ont mené des campagnes d'information destinées au public contre le harcèlement sexuel au cours de l'année. Les fonctionnaires municipaux de Lausanne ont également mis en service une plateforme en ligne pour les victimes afin d'enregistrer les cas de harcèlement sexuel et ont apporté une formation supplémentaire aux agents de police et aux enseignants sur la question.

Une enquête nationale publiée en avril 2017 par le journal local 20 Minutes a révélé que 44 pour cent des 2700 femmes interrogées avaient subi une agression sexuelle au moins une fois dans leur vie, tandis que 41 pour cent avaient subi du harcèlement sexuel et 3 pour cent avaient été victimes de viol.

Mesures Coercitives liées au Contrôle des Naissances: Il n'y a aucun signalement d'avortement contraint ou de stérilisation forcée.

Discrimination: La constitution et la loi prévoit dans l'ensemble le même statut juridique et les mêmes droits pour les femmes que pour les hommes. Une étude commandée par le Bureau Fédéral de l'égalité entre les hommes et les femmes et publiée en juin 2017 par l'Université de Genève a révélé que les procès relatifs à des discriminations d'ordre salarial étaient les plus nombreux.

Enfants

Enregistrement des Naissances: La nationalité se transmet par l'un des parents; l'un ou l'autre des parents peut transmettre la nationalité. Les autorités enregistraient immédiatement les naissances.

Maltraitance des Enfants: La maltraitance des enfants demeurait un problème important. Une étude de la Fondation Optimus d'UBS a révélé que jusqu'à 50000 enfants sont enregistrés chaque année auprès des services de protection de l'enfance du fait de mauvais traitements. D'après des statistiques de la Société Suisse de Pédiatrie, les cas de maltraitance à l'encontre des enfants ont augmenté de 10 pour cent en 2017, montant jusqu'à 1730 cas. La forme la plus fréquente de maltraitance à l'encontre des enfants était la négligence, les cas ayant quasiment doublés pour atteindre un total de 657 cas en 2017.

Mariages Précoces et Forcés: L'âge légal minimum de mariage est de 18 ans. La loi interdit les mariages forcés et prévoit des peines pouvant aller à jusqu'à cinq ans de prison pour toutes violations. Le gouvernement fédéral a annoncé en janvier qu'il soutiendra financièrement l'ONG Association contre les Mariages Forcés dans ses activités de prévention au cours des quatre prochaines années, notamment en mettant en place un site internet où les personnes en risques pourraient déclarer leur refus d'être mariées alors qu'elles sont en voyage à l'étranger. Le site internet a permis aux autorités d'empêcher aux personnes vulnérables de quitter le pays ou de prononcer le caractère invalide des mariages à leur retour.

En 2017 l'ONG Association contre les Mariages Forcés a enregistré 107 mariages de mineurs, parmi lesquels 43 cas impliquaient des mineurs de moins de 16 ans. L'ONG attribue en partie l'augmentation des mariages de mineurs au nombre croissant de réfugiés syriens ayant apparemment arrangé le mariage de leurs filles dans des camps de réfugiés afin de les protéger des agressions sexuelles, ainsi qu'à la prise de conscience croissante du problème dans les écoles et les centres pour demandeurs d'asile.

Exploitation Sexuelle des Enfants: La production, la détention, la distribution, ou

le téléchargement de pornographie sur internet impliquant des enfants est illégale et passable d'amendes ou d'une peine maximale d'un an de prison. A quelques exceptions près, la loi désigne l'âge de 16 ans comme l'âge minimum de consentement sexuel. La peine maximale pour le détournement de mineurs est de 10 ans de prison. Le mandat de l'Unité de Coordination contre la Cybercriminalité de la police fédérale comprenait la prévention et la poursuite des crimes impliquant l'exploitation sexuelle des enfants sur internet.

La loi interdit la prostitution des personnes âgées de moins de 18 ans et punit les proxénètes de mineurs victimes de traite commerciale à des fins sexuelles à des peines de prison pouvant aller jusqu'à 10 ans. Elle prévoit des peines pouvant aller à jusqu'à trois ans de prison pour les personnes prenant part à des relations sexuelles tarifées avec des enfants.

Enlèvements Internationaux d'Enfants: Le pays est signataire de la Convention de la Haye de 1980 sur les Aspects Civils de l'enlèvement International d'Enfant. Voir le *Rapport Annuel sur les Enlèvements Internationaux d'Enfants par les Parents* du Département d'Etat sur <https://travel.state.gov/content/travel/en/International-Parental-Child-Abduction/for-providers/legal-reports-and-data.html>.

Antisémitisme

D'après la Fédération Suisse des Communautés Israélites (FSCI), environ 18,000 personnes juives résidaient dans le pays.

Le *Rapport de 2017 sur l'Antisémitisme*, présenté conjointement par la FSCI et la Fondation contre le Racisme et l'Antisémitisme, a mentionné 39 incidents antisémites (à l'exclusion des propos antisémites haineux en ligne) dans la partie germanophone du pays en 2017. La FSCI a attribué l'augmentation des déclarations et des actes antisémites enregistrés à une amélioration potentielle des agissements de dénonciation de la part du public. Le rapport a fait état de quatre agressions physiques contre des juifs.

En 2017 le Centre de Coordination Intercommunautaire Contre l'Antisémitisme et la Diffamation situé à Genève a fait état de 150 incidents antisémites dans la région francophone. Le rapport a noté une augmentation des activités d'extrême-droite et des incidents antisémites motivés par le mythe d'une conspiration juive mondiale qui contrôle le monde. Le rapport a également observé la forte augmentation des incidents antisémites sur les réseaux sociaux et la banalisation croissante de l'Holocauste. En juillet le gouvernement fédéral a décidé d'allouer

500,000 francs suisses (500,000\$) par an à des efforts d'éducation et de sensibilisation destinés à améliorer la protection des minorités religieuses, en particulier des communautés juives et musulmanes. La décision faisait suite à un rapport d'octobre 2017 du Département fédéral de l'intérieur, au cours duquel le gouvernement décrivait la protection of des institutions juives comme une «question d'importance nationale.»

En juillet, un ressortissant allemand armé d'un couteau a hurlé des déclarations antisémites tout en poursuivant trois juifs en chemin vers une synagogue de Zurich. La police a arrêté l'homme le soir-même et l'a libéré peu de temps après.

En août la direction du Parti Bourgeois Démocratique (PBD), un parti du centre, a exclu un homme politique cantonal Thurgovien du parti après qu'il ait tweeté qu'Adolf Hitler "ne peut pas avoir été une si mauvaise personne" et qu'il ne voyait pas simplement un "méchant tyran" en Hitler. Il a plus tard présenté ses excuses pour son tweet. Le PBD a déclaré que toute atténuation des atrocités nazies était inacceptable.

En Octobre une boucherie casher de Bâle avait été vandalisée quatre fois en un mois. La police avait déclenché une enquête sur ce que le président de la communauté avait qualifié «d'attaques antisémites, » et le secrétaire général de la FSCI déclarait à la presse «généraient des inquiétudes» parmi les membres de la communauté.

Traite des Etres Humains

Voir le *Rapport sur la Traite des Etres Humains* du Département d'Etat sur www.state.gov/j/tip/rls/tiprpt/.

Personnes Handicapées

La constitution et la législation fédérale interdisent la discrimination contre les personnes atteintes de handicap physique, sensorielle, intellectuel, et mental, et le gouvernement a dans l'ensemble fait respecter cette interdiction. La loi rend obligatoire l'accès des personnes handicapées à l'éducation, au travail, aux services de soins de santé, à l'information, aux communications, aux bâtiments, aux transports, au système judiciaire et aux services publics. Les pouvoirs publics ont dans l'ensemble fait appliquer ces dispositions.

Procap, l'une des associations les plus importantes liées au handicap, a indiqué que les personnes souffrant d'handicap mental avaient de plus en plus de

difficultés à trouver du travail. Procap a aussi noté le nombre croissant de personnes handicapées vivant dans la pauvreté, du fait que les prestations d'assurance invalidité ne permettent pas aux personnes handicapées de vivre avec des revenus dépassant le seuil de pauvreté. L'ONG Humanrights.ch a soutenu que les patients étaient incarcérés dans des centres de détentions standards jusqu'à 23 heures par jour et que leur droit à une aide juridictionnelle gratuite leur était refusée. Dans son rapport de 2016, le CPT a indiqué que certaines personnes souffrant de handicap mental étaient hospitalisées dans de mauvaises conditions.

Le Bureau Fédéral de l'Egalité pour les Personnes Handicapées a encouragé la sensibilisation à la législation et au respect des droits des personnes handicapées par l'intermédiaire d'une assistance et d'un soutien financier pour les projets destinés à faciliter leur intégration dans la société et sur le marché du travail. En mai, le gouvernement a publié un rapport sur la situation des personnes handicapées, qui concluait que les personnes handicapées ne disposaient toujours pas d'un accès égal au marché du travail, aux services de soins de santé, et au logement, ainsi qu'à des activités de loisir et culturelles. En réaction à ces conclusions, le gouvernement ordonna la nomination de deux employés supplémentaires au sein du Bureau Fédéral de l'Egalité pour les Personnes Handicapées afin d'aider à la mise en œuvre de deux nouveaux programmes, l'un pour augmenter les possibilités d'emploi des personnes handicapées et l'autre afin de parvenir à un mode de vie plus indépendant en s'occupant des besoins individuels des personnes handicapées.

Minorités nationales/Raciales/Ethniques

Les extrémistes, notamment les skinheads, qui exprimaient de l'hostilité contre les étrangers, les minorités ethniques et religieuses et les immigrants sont toujours actifs.

En mai, le Tribunal Fédéral a confirmé la condamnation d'un homme par le tribunal cantonal du canton de Vaud pour avoir violé la loi contre le racisme après qu'il ait demandé sur Twitter en 2015 qui serait prêt à l'accompagner pour "brûler des musulmans" en réponse à l'attaque contre Charlie Hebdo en France. En Avril le Réseau de centres de conseil pour les victimes du racisme, un partenariat entre l'ONG Humanrights.ch et la Commission Fédérale contre le Racisme, a publié son rapport pour 2017, faisant encore état d'une augmentation du racisme contre les individus à la peau sombre et les personnes d'origine arabe. Les incidents antimusulmans constituaient le troisième cas de racisme le plus souvent enregistré, après la xénophobie d'ordre général et le racisme contre les personnes à la peau

sombre. Le rapport faisait observer que la plupart des incidents de discrimination raciale étaient verbaux et survenaient principalement sur le lieu de travail et à l'école. A la différence du rapport de l'année précédente aucune agression physique, n'a été déclarée.

En 2017 l'association rom Dialogue Romano et la Fondation Rom ont fait état de discrimination contre les roms sur les marchés du logement et du travail et du fait qu'un grand nombre de roms dissimulaient régulièrement leur identité afin d'éviter des répercussions d'ordre professionnelles et privées. Des représentants de la communauté rom ont affirmé aux médias que les stéréotypes sur la saleté, la criminalité, la mendicité, et le manque d'éducation continuaient à dominer la perception des roms par l'opinion publique. D'après la Société pour les Peuples Menacés, les roms, sinté et yéniches subissaient régulièrement des arrêts arbitraires de la part la police. En juin, le gouvernement a rejeté une demande officielle soumise par les associations roms de reconnaître les roms comme une minorité nationale. D'après le gouvernement, les roms ne faisaient pas preuve d'une détermination suffisante pour "sauvegarder une identité suisse commune" et trop peu de ses membres disposaient de la nationalité suisse ou de relations anciennes avec le pays. La Société pour les Peuples Menacés a qualifié la décision de discriminatoire au vue de la reconnaissance par le gouvernement des sinté comme minorité nationale en 2016.

Actes de Violence, Discrimination, et Autres Abus Fondés sur l'Orientation Sexuelle et l'Identité de Genre

La loi n'interdit pas spécifiquement la discrimination en matière de logement, d'emploi, d'accès à la nationalité et aux services publics sur la base de l'orientation sexuelle, de l'identité ou l'expression de genre, ou de caractéristiques sexuelles. Il y'a eu des signalements occasionnels de violence sociétale ou de discrimination fondée sur l'opposition à la condition de lesbienne, de gay, de bisexuel, de transgenre, et d'intersexué (LGBTI).

L'organisme-cadre pour les hommes homosexuels, Pink Cross, a rapporté que l'intimidation sur le lieu de travail restait un problème pour les personnes LGBTI et a noté qu'il y'avait eu des cas de discrimination contre les personnes LGBTI sur le marché du travail. L'organisme a également constaté que les autorités ne poursuivaient pas particulièrement les crimes de haine. En septembre Pink Cross a intenté des poursuites pénales contre le leader d'extrême-droite, Florian Signer du Parti des Suisses Nationalistes pour avoir publié un article sur le site internet du parti qui décrivait les homosexuels comme "frayant le chemin pour les pédophiles" et que l'adoption d'enfants par les personnes LGBTI représentait une "bombe à

retardement émotionnelle.”

Réprobation Sociale associée au VIH et au SIDA

Il y’a eu des signalements occasionnels de discrimination contre des personnes souffrant du VIH/SIDA. Afin de lutter contre le harcèlement et les comportements abusifs, la Fédération Suisse contre le SIDA a mené plusieurs campagnes afin de sensibiliser le public au problème.

Section 7. Droits des Travailleurs

a. Liberté d’Association et Droit à la Négociation Collective

La loi consacre le droit pour tout travailleur, y compris les étrangers, les fonctionnaires, les employés de maison, et les travailleurs agricoles de constituer et rejoindre des syndicats indépendants de leur choix sans autorisation préalable ou conditions excessives.

La loi consacre aussi le droit de négociation collective et de mener des grèves légales. Les grèves doivent être liées aux relations de travail. Le gouvernement peut restreindre le droit des fonctionnaires fédéraux de faire grève pour des raisons de sécurité nationale et afin de préserver des intérêts de politique étrangère. La législation interdisait aux fonctionnaires de certains cantons et d’un grand nombre de communes de faire grève. Aucune législation particulière n’interdit la discrimination antisyndicale ou l’immixtion de l’employeur dans les activités du syndicat. La loi n’oblige pas les employeurs à réintégrer un employé ayant été renvoyé indûment pour son activité syndicale.

Aucune loi ne définit de sanctions pour le non-respect des libertés d’association ou de négociation collective. Les sanctions prenaient la forme d’amendes, qui étaient suffisantes pour dissuader les violations. Selon des représentants syndicaux, la durée des procédures administratives et judiciaires différaient d’un cas à l’autre. Les conventions collectives obligeaient les partenaires sociaux à maintenir la tranquillité de la main-d’œuvre, limitant ainsi le droit de grève tout au long de la durée d’une convention, qui durait généralement plusieurs années.

Le gouvernement respectait les libertés d’association et de négociation collective, mais les employeurs écartaient parfois les syndicalistes et utilisaient le système juridique pour limiter les activités syndicales légitimes. Les syndicats ont continué à signaler des attitudes discriminatoires contre leurs membres.

b. Interdiction du Travail Forcé ou Obligation

La loi interdit toutes formes de travail forcé et obligatoires. Les sanctions pour des infractions relatives au travail forcé allaient jusqu'à 20 ans de prison, et s'avéraient suffisantes pour décourager les atteintes. Différentes ONG ont fait remarquer que les amendes relatives à la traite aux fins d'exploitation par le travail étaient souvent très faibles car les autorités traitaient les signes de travail forcé comme des infractions très mineures à la loi sur le travail. Les pouvoirs publics ont mené plusieurs programmes de formation pour les autorités concernées sur la traite aux fins d'exploitation par le travail destinés à sensibiliser et à faire diminuer la prévalence d'une telle situation d'exploitation. En avril 2017, la police fédérale a publié un plan national d'action actualisé sur la lutte contre la traite d'êtres humains pour la période 2017-20 qui comprenait des mesures renforcées pour combattre le travail forcé et l'exploitation des travailleurs.

D'après des ONG opposées à la traite ayant apporté des services aux victimes, les incidents de travail forcé sont principalement survenus dans les services domestiques service, la restauration, l'agriculture, le tourisme, l'hôtellerie, la construction, et le secteur des soins infirmiers. De la mendicité forcée, des vols et des escroqueries financières ont eu lieu dans plusieurs cantons. La presse locale a rapporté que la mendicité rom était particulièrement fréquente au sein des cantons francophones, notamment à Genève et Lausanne.

Voir aussi le *Rapport sur la Traite des Êtres Humains* du Département d'Etat sur www.state.gov/j/tip/rls/tiprpt/.

c. Interdiction du Travail des Enfants et Âge Minimum pour Travailler

La loi interdit les pires formes de travail des enfants. L'âge minimum pour travailler à temps plein est de 15 ans. Les enfants âgés de 13 ou 14 ans peuvent prendre part à des travaux légers durant pas plus de neuf heures par semaine au cours de l'année scolaire et 15 heures aux autres moments. Les enfants de moins de 13 peuvent, en vertu de circonstances particulières, travailler dans le cadre d'événements sportifs ou culturels avec l'accord des autorités cantonales. L'embauche de mineurs âgés de 15 à 18 ans est aussi limitée. Les enfants qui n'ont pas achevé leur scolarité obligatoire ne peuvent travailler les dimanches, tandis qu'il est interdit à tous les mineurs de moins de 18 ans de travailler dans des conditions dangereuses ou la nuit. Le rapport de 2014 du Comité d'Experts sur l'Application des Conventions et Recommandations de l'Organisation Internationale du Travail (OIT) a fait observer que le code pénal interdisait la production de pornographie impliquant des enfants mais que les dispositions concernées ne portaient que sur les personnes âgées de moins de 16 ans.

Les autorités ont effectivement fait respecter les politiques de protection des enfants contre l'exploitation sur le lieu de travail, et les sanctions ont été suffisantes pour décourager les infractions. Le Département fédéral de l'économie, de la formation et de la recherche a supervisé la mise en œuvre de la législation et des politiques en matière de travail des enfants, et les inspecteurs du travail cantonaux ont effectivement inspectés les entreprises afin d'établir s'il y'avait des infractions à la législation relative au travail des enfants. Les inspecteurs des Cantons ont fait une stricte application de ces dispositions.

d. Discrimination Relative à l'Emploi et à la Profession

La loi sur l'égalité interdit les discriminations en matière d'emploi sur la base du sexe (y compris les grossesses). Aucune loi sur le travail n'interdit explicitement la discrimination en matière d'emploi pour des raisons de sexe, de race, de couleur, de religion, d'orientation sexuelle, de langage, d'opinion politique, de séropositivité ou de toutes autres maladie transmissible, identité de genre, âge, origine nationale et sociale, ou statut de réfugié ou d'apatride.

Le non-respect de la loi peut entraîner des dommages et intérêts en faveur d'un employé potentiel ou renvoyé d'un montant égal à trois mois de salaire dans le secteur public et six mois de salaire dans le secteur privé. Les pouvoirs publics n'ont pas fait appliquer ces dispositions de manière efficace. Les sanctions ont été insuffisantes pour décourager les infractions. L'OIT a observé que le pays ne disposait pas de mécanismes facilement accessibles aux travailleurs pour demander des réparations ou une indemnisation pour discrimination en matière d'emploi et de formation professionnelle.

Les Discriminations en matière d'emploi et de profession sont survenues en lien avec les minorités nationales, raciales et ethniques ainsi que sur la base du sexe, de l'orientation sexuelle, de l'identité de genre, du handicap, de la séropositivité, et de l'âge. Par exemple, un employeur a refusé de reconduire le contrat de travail d'une personne séropositive après que l'employé avait informé son entreprise de sa séropositivité.

La discrimination contre les femmes sur le lieu de travail est illégale, mais une part disproportionnée des femmes détenaient des emplois avec des niveaux de responsabilités inférieures. Les employeurs promouvaient les femmes moins fréquemment que les hommes, et les femmes étaient moins susceptibles de posséder ou de diriger des entreprises. Les femmes étaient largement sous-représentées au sein des postes de haute-direction, en particulier dans le secteur privé. La loi garantit que les femmes et les hommes ont le droit à un salaire égal

pour un travail égal, mais ceci n'est pas appliqué effectivement. En 2016, le revenu mensuel moyen pour les femmes du secteur public était de 7,404 francs suisses (7,400 \$), tandis que les hommes recevaient 8,466 francs suisses (8,500 \$). Le revenu mensuel moyen pour les femmes du secteur privé était de 5,632 francs suisses (5,600 \$), tandis que les hommes gagnaient 6,593 francs suisses (6,600 \$).

Le Bureau fédéral de l'égalité entre les hommes et les femmes a financé des projets afin d'encourager une rémunération et des opportunités de carrière égales pour un montant de 4,5 million de francs suisses (4,5 million \$). Les projets visaient à aider les entreprises et conseiller les bureaux afin d'éliminer la discrimination basée sur le sexe.

D'après Procap, l'une des plus importantes associations nationales pour les personnes handicapées, des problèmes subsistaient pour intégrer les personnes handicapées sur le marché du travail, et beaucoup de personnes handicapées ne disposaient pas d'un niveau de soutien suffisant de la protection sociale après avoir pris un emploi, ce qui compliquait l'emploi durable. (Voir aussi la section 6, Personnes Handicapées.)

En 2016 une étude sur la protection contre les discriminations du Centre Suisse pour les Droits de l'Homme a révélé que les personnes LGBTI subissaient principalement de la discrimination au travail, dans le secteur privé.

D'après une étude réalisée en juillet par la Haute École spécialisée bernoise, seules 14 pour cent des personnes au chômage âgées de plus de 50 ans ont réussi à retrouver un emploi stable après avoir perdu leur emploi précédent, beaucoup ayant réclamé l'aide sociale après l'expiration de leurs prestations de chômage. L'association rom, Romano Dialogue a rapporté que les roms faisaient l'objet de discrimination sur le marché du travail et que beaucoup de roms dissimulaient leurs identités pour éviter des répercussions professionnelles.

Il y'a eu des signalements de discrimination au travail contre les personnes atteintes du VIH/SIDA. En 2016 la Fédération Suisse contre le SIDA a comptabilisé 118 cas de discrimination contre des individus porteurs du VIH, le nombre le plus important de cas de discrimination jamais enregistrés. Près de 10 de ces plaintes concernaient la discrimination à l'embauche ou toute autre discrimination sur le lieu de travail. Parmi les exemples de discrimination sur le lieu de travail on comptait le refus d'offrir un emploi en raison de la séropositivité d'une personne et l'expérience d'intimidations sur le lieu de travail.

Selon plusieurs organismes, tels que l'Organisation Internationale pour les for Migrations, Trafficking.ch, et Au Cœur des Grottes, les travailleurs migrants occupant des emplois à faibles revenus étaient plus susceptibles que les autres travailleurs à devoir affronter des pratiques d'exploitation au travail et de mauvaises conditions de travail. Cela était particulièrement vrai dans les secteurs de la construction, de l'hôtellerie, du tourisme, du travail à domicile, des soins de santé, et agricoles.

e. Conditions Acceptables de Travail

Aucun salaire minimum national n'existait. Les contrats de travail couvrant environ 40 pour cent des ressortissants salariés comprenaient des clauses relatives à un salaire minimum, même si les salaires moyens pour les travailleurs et les employeurs concernés par ces contrats, en particulier dans les secteurs de l'habillement, de l'hôtellerie et de la distribution, restaient assez faibles. Une majorité des conventions collectives négociées secteur par secteur, contenaient des clauses d'indemnisation minimums. Les autorités faisaient effectivement appliquer ces contrats, et les sanctions ont été suffisantes pour décourager les infractions. D'après les dernières statistiques disponibles (2016), le seuil de pauvreté relativement au montant des revenus pour une personne seule était de 2,483 francs suisses (2,500 \$) par mois et de 5,214 francs suisses (5,200 \$) par mois pour un ménage composé de deux adultes et deux enfants. Les accords de salaire minimum représentent un montant supérieur au seuil de pauvreté relatif au montant des revenus pour une personne seule.

La loi définit une semaine de travail maximale de 45 heures pour les ouvriers manuels et les employés de bureau, et au sein des métiers de services, et de la distribution, et une semaine de travail de 50 heures pour tous autres travailleurs. Ces règles excluent certaines professions, comme les chauffeurs de taxi et les médecins.

Afin de protéger la santé et la sécurité du travailleur, la loi comporte des dispositions exhaustives qui sont actuelles et appropriées pour les principaux secteurs. Les travailleurs peuvent se soustraire eux-mêmes de situations qui mettent en danger la santé ou la sécurité sans risquer leur emploi.

Le Département fédéral de l'économie, de la formation et de la recherche, et les inspecteurs du travail cantonaux ont fait respecter de manière effective les lois relatives au temps de travail et à la sécurité et la santé au travail au sein de tous les secteurs y compris de l'économie informelle.

En 2017 les cantons ont inspecté 11,971 entreprises et 36,072 personnes. Le ministère supervise également les accords de négociation collective. Le nombre d'inspecteurs du travail était suffisant pour garantir le respect des lois.

Les tribunaux déterminaient des amendes conformément à la situation personnelle et économique situation de l'auteur au moment de la condamnation.

Les travailleurs migrant travaillant dans des emplois à faibles revenus étaient plus susceptibles de subir des pratiques d'exploitation au travail. Au cours de l'année, plusieurs ONG locales et organismes internationaux, comme notamment l'Organisation Internationale pour les Migrations, ont exprimé des préoccupations relatives au fait que les autorités ne s'occupaient pas suffisamment de l'exploitation fréquente de la main-d'œuvre dans les secteurs de la construction, de l'hôtellerie, de la santé, et des emplois domestiques.

Les immigrants peuvent travailler et disposent des mêmes droits que les autres travailleurs. Il n'existe aucune disposition ou exigences particulières pour les travailleurs non ressortissants à l'exception du fait d'avoir le statut d'immigrant légal et un permis de travail en cours de validité. Le gouvernement n'a pas autorisé les personnes dénuées de statut légal ou de permis de travail à travailler. Les personnes qui obtenaient un statut légal pouvaient faire la demande d'un permis de travail. Les demandeurs d'asile n'étaient généralement pas autorisés à travailler au cours des trois à six premiers mois consécutifs à la demande d'asile, mais pouvaient, dans des cas exceptionnels, travailler à leur compte.

En mars 2017 l'Office Fédéral de la Santé a permis la création d'un fond pour aider les victimes de l'amiante pour lesquelles un cancer causées par des conditions sur le lieu de travail jusqu'en 2006 a été diagnostiqué. Le fond a été financé par des contributions volontaires du secteur, notamment un capital de départ de six millions de francs suisses (6 million \$) et des engagements financiers de 24 million de francs suisses (24 million \$).